

Les Hypothèques sous très haute tension !

Pressions sur le travail, sur les congés, c'est panique à bord dans de nombreuses CH !
Les délais dégradés conduisent trop souvent à des décisions de circonstances. Nous le disons clairement, ce n'est pas aux agents de subir les conséquences de ce retard, dont ils ne sont nullement responsables.

Selon la version « officielle », la situation qui dure déjà depuis de nombreux mois doit se résorber « naturellement » par la productivité et progressivement dans le temps..
En réalité, un délai de publication au-delà de 50 jours n'est pas l'exception, les demandes de renfort sont donc fréquentes. L'attribution des renforts se faisant en tenant compte de la productivité, les situations de « crise » se multiplient.

Or les raisons qui agissent sur la mesure de la productivité sont multiples : sous effectifs, contexte local ou ponctuel du marché immobilier, besoin de formation professionnelle, mauvaise organisation du travail, manque de formation à l'animation et à l'encadrement, ...
L'Union SNUI – SUD Trésor Solidaires affirme que la réponse de la Direction Générale de conditionner l'attribution de renforts à une amélioration de la productivité est plus qu'insuffisante : il faut apporter un soutien véritable à tous les bureaux et dans tous les cas !

C'est tout le réseau qui doit être soutenu, car aucun service n'a les moyens de s'en sortir seul.

Il n'est plus tolérable que se multiplient les actes arbitraires, les pressions, les atteintes aux droits des agents en matière de congés, d'absences ou de récupération horaire.
L'Union SNUI – SUD Trésor Solidaires exige qu'un rappel ferme et immédiat soit fait par la Centrale sur ces principes qui ne sont ni acceptables ni négociables.

Les hypothèques demain ?

Les perspectives pour le réseau des CH après la fin du Statut des Conservateurs n'est pas encore très précise, ni en terme d'implantations, ni en terme d'organisation.

Les questions posées dans notre tract du 31 janvier 2011 sont restées sans réponses et sans les décisions que la Direction Générale se devait de prendre au préalable.
Pourtant, les missions de la publicité foncière font bien partie des missions de la DGFIP, et si les engagements de la direction générale en matière de conditions de vie au travail ont un sens véritable, il est temps de les mettre en œuvre pour répondre aux enjeux humains et organisationnels que les évolutions structurelles exigent.

L'Union SNUI – SUD Trésor Solidaires le réaffirme avec force : il y a urgence !

Il faut préparer l'avenir de la Publicité Foncière sans ignorer le présent des agents.